

DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Renseignements relatifs à l'immeuble bâti et à son affectation

☒ Immeuble bâti : Palais de justice de ROANNE
☐ Ensemble bâti

Adresse : Place Georges Clemenceau
42300 ROANNE

Date de construction : /

Propriétaire : Ministère de la justice – Antenne régionale de l'équipement
Le Britannia C/8 – 20 Bd Eugène Deruelle
69432 LYON Cedex 03

Affectation principale : Palais de justice

Affectation(s) secondaire(s) : /

Renseignements relatifs au dossier technique, à sa détention et à sa mise à jour

N° de dossier : 110420600180/ DEC 7544

Date de constitution : 29 novembre 2010

Assistant pour la réalisation : QUALICONSLT – 8, rue Jean Goujon 75008 PARIS
Représenté par : S. CARRAS

Personne qui détient le DTA : /

Personne chargée de la mise à jour : /

Le technicien

S.CARRAS

- SOMMAIRE -


PARTIE 1 - BASES REGLEMENTAIRES, FINALITE ET FONCTIONNEMENT

PARTIE 2 - ETAT DESCRIPTIF A LA DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER

PARTIE 3 - FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

PARTIE 4 - MISE A JOUR DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

PARTIE 5 - ENREGISTREMENTS DES FICHES PROTOCOLE ET DES DOCUMENTS DE MISE A JOUR

	DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	N° 110420600180/ DEC 7544 29 novembre 2010
Immeuble bâti : Palais de justice de Roanne		

AMIAN AMODT – MAJ120704– indice c

PARTIE 1 - BASES REGLEMENTAIRES, FINALITE ET FONCTIONNEMENT

1.1 Bases réglementaires

Les articles R 1334-25 et R1334-26 du code de la santé publique imposent aux propriétaires d'immeubles bâtis (hormis maisons individuelles et parties privatives d'immeubles collectifs d'habitation) dont le permis de construire a été délivré avant le 1^{er} juillet 1997 de constituer et de tenir à jour un Dossier Technique Amiante. Ce dernier doit comporter :

- la localisation précise des matériaux et produits contenant de l'amiante ainsi que, le cas échéant, leur signalisation,
- l'enregistrement de l'état de conservation de ces matériaux et produits,
- l'enregistrement des travaux de retrait ou de confinement de ces matériaux et produits et des mesures conservatoires mises en œuvre
- les consignes générales de sécurité à l'égard de ces matériaux et produits, notamment les procédures d'intervention, y compris les procédures de gestion et d'élimination des déchets,
- une fiche récapitulative.

Ce dossier est établi sur la base d'un repérage portant sur les matériaux et produits figurant sur le programme de repérage mentionné à l'article R 1334-26 du code de la santé publique et accessibles sans travaux destructifs.

1.2 Finalité

a) Regrouper des informations à jour

Le dossier technique amiante rassemble l'ensemble des informations à jour sur la présence d'amiante dans le bâtiment afin qu'elle puissent être rapidement consultées.

Ce dossier s'inscrit dans la durée car il suivra potentiellement le bâtiment durant toute sa vie. Il est donc impératif que ce dossier soit régulièrement mis à jour pour représenter au moment de sa consultation, et même plusieurs années après sa constitution, un état instantané des matériaux amiantés en présence et de leur état de conservation.

b) Informer les entreprises lors de travaux

Le dossier technique amiante doit être transmis contre récépissé à toute entreprise amenée à réaliser des travaux dans l'immeuble. Le but est ici de permettre à l'entreprise de prendre le risque amiante dans le cadre de l'évaluation des risques liés à l'intervention à réaliser.

Attention toutefois : la réalisation du dossier technique amiante ne constitue pas pour autant un ultime repérage d'amiante. En effet, en cas de travaux de réhabilitation touchant à des volumes qui n'étaient pas accessibles lors du repérage, ou encore en cas de démolition, les investigations devront être complétées en incluant les sondages destructifs permettant un repérage exhaustifs des matériaux amiantés.

c) Informer l'acheteur en cas de cession

La fiche récapitulative du dossier technique amiante, synthèse extraite du dossier dont le contenu est défini par l'arrêté du 22 août 2002, constitue le constat devant être annexé à l'acte de vente en cas de cession de l'immeuble bâti.

d) Informer les occupants

La fiche récapitulative du dossier technique amiante doit être diffusée aux occupants de l'immeuble bâti ou à leur représentant et aux chefs d'établissement lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail dans un délai d'un mois à compter de sa date de constitution ou de sa mise à jour.

1.3 Fonctionnement

A la date de sa constitution par QUALICONSLT, le présent Dossier Technique Amiante est basé sur une synthèse des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante réalisés conformément à la réglementation. Il contient :

- un état descriptif des repérages effectués et des matériaux repérés et la copie des rapports de repérage ayant permis la constitution de cet état (partie 2)
- la fiche récapitulative à la date de constitution du dossier (partie 3),
- des protocoles de mise à jour (partie 4).

Pour tenir à jour et assurer la diffusion du Dossier Technique Amiante, l'utilisateur devra simplement suivre les instructions décrites par les protocoles fournis correspondant à l'événement qu'il rencontre et placer les enregistrements des mises à jour dans la partie 5 du dossier.

	DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	N° 110420600180/ DEC 7544 29 novembre 2010
Immeuble bâti : Palais de justice de Roanne		

AMIAN AMODT – MAJ120704– indice c

PARTIE 2 - ETAT DESCRIPTIF A LA DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER

2.1 Rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante réalisés

N° chrono	Organisme mandaté	Référence du rapport	Date du rapport	Portée du repérage ^(*)					Observations, réserves et remarques
				F / C	FP	MCA	DTA	Autre	
DIAG1	QUALICONSLT	N° 110420600180/ DEC 7544	31/10/06				X		/

F/C : Flocages et calorifugeages contenant de l'amiante

FP : Faux-plafonds contenant de l'amiante

MCA : Repérage étendu aux autres matériaux et produits contenant de l'amiante que flocages, calorifugeages et faux-plafonds antérieur à la réglementation relative au dossier technique amiante

DTA : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour constitution du Dossier Technique Amiante

Autre : Repérage avant travaux ou analyse de matériau ponctuelle

2.2 Matériaux et produits contenant de l'amiante repérés

Pas d'amiante détecté.

PARTIE 3 - FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Immeuble bâti concerné

<input checked="" type="checkbox"/> Immeuble bâti	:	Palais de justice de ROANNE
<input type="checkbox"/> Ensemble bâti	:	
Adresse	:	Place Georges Clemenceau 42300 ROANNE

Modalités de consultation du dossier complet

Détenteur du Dossier	:	Ministère de la justice – Antenne régionale de l'équipement Le Britannia C/8 – 20 Bd Eugène Deruelle 69432 LYON Cedex 03
Lieu où le Dossier peut être consulté	:	Ministère de la justice – Antenne régionale de l'équipement Le Britannia C/8 – 20 Bd Eugène Deruelle 69432 LYON Cedex 03

Informations sur la fiche

Date de création de la fiche	:	29/11/2010	par	:	QUALICONSULT
Date de la dernière mise à jour	:		par	:	
Mise à jour n°					

Repérages d'amiante réalisés

Locaux visités		Locaux non visités
Repérage des matériaux et produits figurant dans le programme de repérage mentionné à l'article R 1334-26 du code de la santé publique	Repérage et évaluation de l'état de conservation des flocages, calorifugeages et faux-plafonds uniquement	
tous les locaux ont été visités.	/	/

Matériaux et produits repérés

Pas d'amiante détecté.

Consignes Générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en oeuvre de mesures de précaution adaptées et proportionnées pour limiter le risque d'exposition des occupants et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures doivent être inscrites sous forme de consignes de sécurité dans le dossier technique «amiante» et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application de l'article 10-2 du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié. Ces consignes doivent également être portées à connaissance de toute personne susceptible d'intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits repérés. Les consignes générales de sécurité définies ci-après constituent une base minimale. Le propriétaire (ou le gestionnaire) de l'immeuble concerné doit l'adapter pour tenir compte des particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation. Lorsque des travaux sont programmés, les consignes générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

Les consignes générales de sécurité données ci-après correspondent à des matériaux et produits en bon état de conservation. Il convient donc de veiller au bon état des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de prendre en compte, le cas échéant, les situations d'usure anormale ou de dégradation. Ces situations peuvent faire l'objet d'une expertise par un opérateur qualifié, selon les critères fournis en annexe I du présent arrêté.

1. Informations générales

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation de ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre). Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissé ou tressé, mousse isolante de cafeutrement...) et d'avoir recours, dans de telles situations, à des professionnels (cf. point 2 ci-dessous).

2. Information des professionnels

Professionnels : attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

3. Consignes générales de sécurité

A. - Consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante

Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières pour vous et votre voisinage. L'émission de poussières doit être limitée, par exemple en cas de :

- manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante-ciment) ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage), comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux plafonds sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;
- travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment ;
- déplacement local d'éléments d'un faux plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements.

L'émission de poussières peut être limitée :

- par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussière
- en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé.

- Des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation.
- Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

B. - Consignes générales de sécurité relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante

Stockage des déchets sur le site

Seuls les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment ou les dalles de sol, par exemple) peuvent être stockés temporairement sur le chantier. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement vers les sites adéquats.

Élimination des déchets

Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés soit en décharges pour déchets inertes pourvues, dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre qui lui est destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861*01). Il reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Élimination des déchets connexes

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels (filtres, par exemple) et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.

PARTIE 4 - MISE A JOUR DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE
--

Les protocoles donnés dans cette partie du dossier permettent la mise à jour du Dossier Technique Amiante dans les cas suivants :

Evénements		Protocole	Applicable au présent dossier
1	Intervention d'une entreprise pour la réalisation de travaux de maintenance dans l'immeuble bâti	PRO1	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non, sans objet
2	Travaux de retrait ou de confinement d'un matériau ou produit amianté	PRO2	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non, sans objet
3	Contrôle de l'état de conservation d'un matériau ou produit amianté autre qu'un flocage, calorifugeage ou faux-plafond	PRO3	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non, sans objet
4	Contrôle de l'état de conservation d'un flocage, calorifugeage ou faux-plafond amianté	PRO4	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non, sans objet
5	Mise en œuvre de mesures conservatoires en l'attente de travaux de retrait ou de confinement de flocages, de calorifugeages ou de faux-plafonds amiantés	PRO5	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non, sans objet
6	Mise à jour et diffusion de la fiche récapitulative	PRO6	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non, sans objet
7	Réalisation de travaux de réhabilitation, démolition totale ou partielle de l'immeuble	PRO7	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non, sans objet
8	Cession de l'immeuble bâti	PRO8	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non, sans objet

PRO1	<p align="center">Protocole pour l'intervention d'une entreprise pour la réalisation de travaux de maintenance dans l'immeuble bâti</p>
<p><i>L'article R 1334-28 du code de la santé publique prévoit que « les propriétaires communiquent le dossier technique amiante à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti et conservent une attestation écrite de cette communication »</i></p> <p>Le présent dossier est donc communiqué à toute entreprise ou toute personne amenée à réaliser des travaux dans l'immeuble.</p> <p>La trace de la communication du dossier technique amiante à l'entreprise est consignée sur la fiche d'enregistrement ci-dessous. Une fois renseignée, la fiche est signée par l'entreprise qui y appose son cachet.</p> <p>Elle est consignée dans le dossier en partie 5.</p>	

<i>Fiche N°</i>	<i>Etablie parle.....</i>	<i>VISA</i>
----------------------	---------------------------------	-------------

L'entreprise (raison sociale, adresse) : _____ représentée par : _____

Reconnaît avoir reçu le un exemplaire du Dossier Technique Amiante relatif à l'immeuble bâti suivant :

Cachet de l'entreprise et Visa

	DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	N° 110420600180/ DEC 7544
		29 novembre 2010
Immeuble bâti : Palais de justice de Roanne		

AMIAN AMODT – MAJ120704 – indice c

PRO2	Protocole de mise à jour du dossier technique amiante après travaux de confinement ou de retrait d'amiante
<p>Les travaux effectués sont consignés sur la fiche d'enregistrement ci-dessous où sont indiqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les matériaux et produits contenant de l'amiante confinés ou retirés - la nature des travaux, - la localisation précise des travaux de retrait ou de confinement, - la date de réception des travaux, - la raison sociale et l'adresse de l'entreprise ayant effectué les travaux, - le nom du représentant de l'entreprise ayant effectué les travaux, - le destinataire des déchets contenant de l'amiante, - le résultat de l'examen des surfaces traitées avant restitution des locaux aux occupants (obligatoire après travaux de retrait ou de confinement de flocages, calorifugeages, faux-plafonds), - Le (ou les) résultat(s) du contrôle d'empoussièrement avant restitution des locaux aux occupants (obligatoire après travaux de retrait ou de confinement de flocages, calorifugeages, faux-plafonds). - La liste des documents associés à la fiche (Dossiers des ouvrages exécutés, bordereaux de suivi de déchets, mesures d'empoussièrement, rapport d'examen visuel des surfaces traitées...). <p>La fiche est ensuite consignée en partie 5 du dossier avec une copie ou les originaux des documents listés. La fiche récapitulative est mise à jour en respectant le protocole PR06.</p>	

Fiche N°	Etablie par le	VISA
----------------------	-----------------------------------	-------------

Matériau ou produit concerné	Nature des travaux	Localisation des travaux	Date de réception
.....

Entreprise ayant effectué les travaux	Installation destinataire des déchets amiantés
Raison sociale : Adresse : Représentée par :	Raison sociale : Adresse : <input type="checkbox"/> CET Classe <input type="checkbox"/> Vitrification

Examen visuel des surfaces traitées	Contrôle(s) d'empoussièrement avant restitution
Organisme : Date de réalisation : Résultat :	Organisme : Date de réalisation : Concentration(s) mesurée(s) :

Liste des documents associés à cette fiche	
1.....	6.....
2.....	7.....
3.....	8.....
4.....	9.....
5.....	10.....

PRO3	Protocole de mise à jour du dossier technique amiante après contrôle de l'état de conservation d'un matériau amianté autre qu'un flocage, un calorifugeage ou un faux-plafond
-------------	--

La réglementation n'impose pas de contrôle périodique de l'état de conservation des matériaux amiantés autres que les flocages, calorifugeages ou faux-plafonds. La mention de l'état de conservation de chaque matériau et produit amianté détecté dans la partie 2. « état descriptif » suffit pour que le propriétaire soit en conformité avec la réglementation à la date de constitution du présent dossier technique amiante. Ce protocole ne sera donc mis en œuvre que dans le cadre d'une démarche volontaire du propriétaire avec une périodicité qu'il aura choisie.

Le résultat du contrôle de l'état de conservation de chaque matériau amianté concerné est consigné sur la fiche d'enregistrement ci-dessous où sont indiqués :

- le matériau ou produit contenant de l'amiante,
- la localisation précise du matériau ou produit contrôlé,
- la date du contrôle de l'état de conservation,
- le nom et les coordonnées de l'organisme ayant effectué le contrôle,
- le résultat du contrôle (bon état de conservation ou état dégradé),
- la localisation des dégradations constatées s'il y a lieu,
- les mesures d'ordre général préconisées par l'organisme ayant réalisé le contrôle en cas de constat de dégradations.
- les références du rapport de contrôle dans la liste des documents associés à la fiche.

La fiche est consignée en partie 5 du dossier avec une copie ou l'original du rapport de contrôle.

La fiche récapitulative est mise à jour en respectant le protocole PR06.

Fiche N°	Etablie par	le	VISA
----------------------	--------------------------	-----------------	-------------

Contrôle			
Matériau	Localisation	Date	Organisme
.....

Résultats du contrôle		
Conclusion	Localisation des dégradations	Mesures d'ordre général préconisées
<input type="checkbox"/> Bon état de conservation
<input type="checkbox"/> Etat dégradé

Liste des documents associés à cette fiche	
1.....	6.....
2.....	7.....
3.....	8.....
4.....	9.....
5.....	10.....

	DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	N° 110420600180/ DEC 7544
		29 novembre 2010
Immeuble bâti : Palais de justice de Roanne		

AMIAN AMODT – MAJ120704– indice c

PRO4	Protocole de mise à jour du dossier technique amiante après contrôle de l'état de conservation d'un flochage, d'un calorifugeage ou d'un faux-plafond contenant de l'amiante
<p>Les articles R 1334-17 et R 1334-18 du code de la santé publique prévoit qu'en cas de présence d'un flochage, d'un calorifugeage ou d'un faux-plafond contenant de l'amiante dont l'évaluation de l'état de conservation a donné lieu à une cotation 1 ou à une cotation 2 avec un contrôle d'empoussièrement inférieur ou égal à 5 fibres par litre, un contrôle de l'état de conservation périodique soit réalisé tous les 3 ans.</p> <p>Le résultat du contrôle de l'état de conservation de chaque matériau amianté concerné est consigné sur la fiche d'enregistrement ci-dessous où sont indiqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le matériau ou produit contenant de l'amiante contrôlé - la localisation précise du matériau où produit contrôlé, - la date du contrôle de l'état de conservation, - le nom et les coordonnées de l'organisme ayant effectué le contrôle, - le résultat du contrôle (cotation 1, 2 ou 3), - s'il y a lieu le résultat du contrôle d'empoussièrement et l'organisme ayant effectué la mesure, - les conséquences du contrôle en suivant les indications données par la fiche. - les références du rapport de contrôle dans la liste des documents associés à la fiche. <p>La fiche est consignée en partie 5 du dossier avec une copie ou l'original du rapport de contrôle.</p> <p>La fiche récapitulative est mise à jour en respectant le protocole PR06.</p>	

Fiche N°	Etablie par le.....	VISA
----------------------	----------------------------------	-------------

Contrôle			
Matériau	Localisation	Date	Organisme
<input type="checkbox"/> Flochage <input type="checkbox"/> Calorifugeage <input type="checkbox"/> Faux-plafonds

Résultat du contrôle			
<input type="checkbox"/> 1	Contrôle de l'état de conservation à renouveler avant le (3 ans à partir de la date de remise du rapport) ou en cas de modification du local ou de son usage		
<input type="checkbox"/> 2	Contrôle d'empoussièrement Réalisé le : Organisme : Résultat : fibres / litre	<input type="checkbox"/> C> 5 f / l <input type="checkbox"/> C≤ 5 f / l	Travaux de retrait ou de confinement à réaliser avant le (36 mois à partir de la date de remise du rapport) Contrôle de l'état de conservation à renouveler avant le (3 ans à partir de la date de remise du rapport) ou en cas de modification du local ou de son usage
<input type="checkbox"/> 3	Travaux de retrait ou de confinement à réaliser avant le (36 mois à partir de la date de remise du rapport)		

Liste des documents associés à cette fiche	
1..... ...	6..... ...
2..... ...	7..... ...
3..... ...	8..... ...
4..... ...	9..... ...
5..... ...	10..... ...

PRO5

Protocole de mise à jour du dossier technique amiante après mise en œuvre de mesures conservatoires en l'attente de travaux de retrait ou de confinement de flocages, calorifugeages ou faux-plafonds amiantés

L'article R 1334-18 du code de la santé publique prévoit, lorsque des travaux de retrait ou de confinement d'un flocage, d'un calorifugeage ou un faux-plafond contenant de l'amiante est nécessaire (cotation 3 ou cotation 2 avec un contrôle d'empoussièrement supérieur à 5 fibres par litre), qu'en l'attente de la réalisation effective de ces travaux, des mesures conservatoires appropriées soient mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir à un niveau le plus bas que possible et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur ou égale à 5 fibres par litre.

Les mesures conservatoires sont consignées sur la fiche d'enregistrement ci-dessous où sont indiqués :

- le matériau ou produit contenant de l'amiante devant faire l'objet de travaux de retrait ou de confinement,
- la localisation précise du matériau ou produit concerné,
- la description des mesures conservatoires mises en œuvre,
- la date de mise en œuvre de ces mesures conservatoires,
- la date de réalisation des travaux de confinement ou de retrait d'amiante (fin des mesures conservatoires).
- la liste des éventuels documents associés à la fiche.

La fiche est consignée en partie 5 du dossier avec les originaux ou une copie des éventuels documents associés.

La fiche récapitulative (Cf. partie 3) est mise à jour en respectant le protocole PR06.

Fiche N°

Etablie par

le

VISA

Matériau

Localisation

Date prévue pour la réalisation des
travaux de retrait ou de confinement

- ☐ Flocage
- ☐ Calorifugeage
- ☐ Faux-plafonds

Nature des mesures conservatoires

Date de mise en œuvre

Liste des documents associés à cette fiche

1.....	6.....
2.....	7.....
3.....	8.....
4.....	9.....
5.....	10.....
...	...

	DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	N° 110420600180/ DEC 7544
		29 novembre 2010
Immeuble bâti : Palais de justice de Roanne		

AMIAN AMODT – MAJ120704 – indice c

PRO6	Protocole de mise à jour et de diffusion de la fiche récapitulative
<p><i>D'après l'article R 1334-28 du code de la santé publique, les propriétaires communiquent la fiche récapitulative du dossier technique amiante aux occupants de l'immeuble bâti ou à leur représentant, ainsi qu'aux chefs d'établissement lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail, dans un délai d'un mois à compter de sa date de constitution ou de sa mise à jour.</i></p> <p>Pour chaque mise à jour du dossier technique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - faire une copie de la fiche récapitulative présente dans le dossier en partie 3, - indiquer la date de mise à jour et le numéro de mise à jour, - indiquer l'objet des mises à jour dans la colonne « Modifications et travaux effectués depuis la date de création de la fiche », - enregistrer le n° de fiche récapitulative dans la liste des documents associés, - envoyer la nouvelle fiche récapitulative aux destinataires prévus par la liste de diffusion donnée ci-dessous. <p>La fiche d'enregistrement est consignée en partie 5 du dossier avec la fiche récapitulative mise à jour.</p>	

<i>Fiche N°</i>	<i>Etablie par le.....</i>	VISA
----------------------	----------------------------------	-------------

<i>Objet de la mise à jour de la fiche</i>	<i>Date de mise à jour</i>
.....

<i>Organisation, Société...</i>	<i>Adresse</i>	<i>Nom et qualité du destinataire</i>	<i>Date de transmission</i>
Occupants ou représentant des occupants de l'immeuble bâti			
		
		
Chefs d'établissement des locaux de travail			
		
		

<i>Liste des documents associés à cette fiche</i>	
1..... ...	6.....
2..... ...	7.....
3.....	8.....
4.....	9.....
5.....	10..... ...

	DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	N° 110420600180/ DEC 7544
		29 novembre 2010
Immeuble bâti : Palais de justice de Roanne		

AMIAN AMODT – MAJ120704– indice c

PRO7	Protocole en vue de réalisation de travaux de réhabilitation, démolition totale ou partielle de l'immeuble
<p>Le Dossier Technique amiante est établi sur la base d'un repérage des matériaux et produits accessibles sans travaux destructifs. Aussi, il ne peut être utilisé tel quel pour la réalisation de travaux de réhabilitation ou de démolition qui vont inévitablement toucher des volumes ou des composants de la construction qui n'étaient pas accessibles lors des repérages mentionnés en partie 2. Avant tous travaux, le propriétaire devra donc nécessairement mandater un contrôleur technique ou un technicien de la construction assuré et formé afin qu'il complète les conclusions du dossier technique amiante par un repérage exhaustif des matériaux et produits contenant de l'amiante, y compris au prix de sondages destructifs, sur l'ensemble du bâtiment en cas de démolition ou sur la partie de bâtiment touchée par des travaux en cas de réhabilitation.</p> <p>Le repérage devra être réalisé conformément aux dispositions de l'arrêté du 2 janvier 2002 (démolition) et à la norme NF X 46-020 (travaux, démolition). Le rapport de repérage devra être transmis à toute personne physique ou morale amenée à organiser les travaux.</p> <p>Les investigations complémentaires sont consignés sur la fiche d'enregistrement ci-dessous où sont indiqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les travaux projetés, - l'organisme mandaté et la date du rapport, - les réserves ou locaux non visités par l'organisme (attention, ces réserves doivent être levées avant réalisation des travaux), - la liste des matériaux ou produits repérés par l'organisme qui n'apparaissent pas dans le dossier technique amiante, - les références du rapport de repérage dans la liste des documents associés à la fiche. <p>La fiche d'enregistrement est consignée en partie 5 du dossier avec l'original ou une copie du rapport de repérage.</p>	

Fiche N°	Etablie parle.....	VISA
----------------------	---------------------------------	-------------

Nature des travaux	Localisation des travaux
.....

Organisme mandaté	Date du rapport	Locaux non visités ou réserves mentionnées dans le rapport
.....

Matériaux et produits repérés qui n'apparaissent pas dans le dossier technique amiante	Localisations

Liste des documents associés à cette fiche	
1..... ...	6.....
2..... ...	7.....
3.....	8.....
4.....	9.....
5.....	10..... ...

PRO8**Cession de l'immeuble bâti**

L'article L1334-7 prévoit qu'un état mentionnant la présence ou, le cas échéant, l'absence de matériaux ou produits de la construction contenant de l'amiante soit annexé à toute promesse unilatérale de vente ou d'achat et à tout contrat réalisant ou constatant la vente de certains immeubles bâtis. Par ailleurs l'article R 1334- 24 précise que lorsque le dossier technique « Amiante » existe, la fiche récapitulative contenue dans ce dossier constitue l'état mentionné à l'article L. 1334-7.

En cas de vente de l'immeuble, il est donc inutile de réaliser un nouveau repérage d'amiante, c'est la fiche récapitulative à jour qui doit être annexé à l'acte authentique de vente.

[illegible]

